Vu l'autorisation n° 0722/MSP/CAB/DGSSSa/DSSP.23 du 30/10/2023 accordée à M. **KINKONDA (Pierre)**, assistant sanitaire, option stomatologie,

Arrête :

Article premier : Une autorisation d'ouverture d'un cabinet de soins infirmiers dénommé « Cardinal Emile Biayenda », est accordée à M. **KINKONDA (Pierre)**, assistant sanitaire, situé au n° 2000, avenue Loutassi, quartier Dix Maisons, arrondissement n° 4 Moundali, commune de Brazzaville.

Article 2 : Les activités à mener dans ce cabinet de soins dentaires concernent :

- les consultations kinésithérapiques ;
- l'extraction simple ;
- la carie 1^{er}, 2^e, 3^e degré ;
- les traitements endodontique et canalaire ;
- la suture simple ;
- les prothèses dentaires ;
- le détartrage ;
- la radiologie dentaire ;
- la surveillance épidémiologique ;
- la communication pour le changement de comportement.

Article 3 : Le personnel devant y évoluer fait l'objet d'une autorisation après examen des dossiers des intéressés par le secrétariat permanent de la commission technique d'agrément des formations sanitaires privées.

Article 4 : L'intéressé est tenu d'informer le secrétariat permanent de la commission technique d'agrément des formations sanitaires privées de tout changement d'adresse ou de toute cessation d'activités.

Article 5 : Le cabinet adresse, par voie hiérarchique, des rapports mensuels, trimestriels et annuels au district sanitaire de Moundali.

Article 6 : Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 31 juillet 2025

Jean-Rosaire IBARA

Arrêté n° 2720 du 31 juillet 2025 portant autorisation d'ouverture d'un cabinet de soins dentaires dénommé « Cardinal Emile Biayenda »

Le ministre de la santé
et de la population,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 009-88 du 23 mai 1988 instituant un code de déontologie des professions de la santé et des affaires sociales de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 88-430 du 6 juin 1988 fixant les conditions d'exercice libéral de la médecine et des professions paramédicales et pharmaceutiques ;

Vu le décret n° 2009-402 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret n° 2025-1 du 10 janvier 2025 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 3092/MSP/MEFB du 9 juillet 2003 régissant les conditions d'implantation et d'ouverture des formations sanitaires privées ;

Vu l'arrêté n° 49291MSP/CAB du 14 juillet 2017 portant création, attributions, composition et fonctionnement de la commission technique d'agrément des formations sanitaires privées ;